

choses n'ont guère changé, si ce n'est le raffinement des méthodes et du langage pour en arriver aux mêmes fins.

Il est bon de noter que les agriculteurs n'ont jamais pu faire payer à la société le juste prix de leurs travaux. C'est vrai, constatons la bataille qui se produit aujourd'hui dans toutes les provinces pour essayer de fixer un prix raisonnable, un salaire raisonnable pour le travailleur du sol.

Une société peut être considérée libre quand les citoyens peuvent assumer seuls les responsabilités qui découlent de leur vie, de celle des leurs, qui découlent du fait de payer des taxes, et on sait qu'il y en a! Ils doivent assumer le coût des institutions qui leur sont nécessaires pour maintenir leur culture, leur progrès social et économique, mais sans s'endetter «par-dessus la tête».

Il s'agit d'observer un peu ce qui se passe, et nous avons un fidèle reflet de la société actuelle: les exploitations agricoles abandonnées, l'exode vers les villes, qui n'assurent pas toujours la sécurité que la population désire.

Il ne faut pas s'étonner alors qu'une société ait de la difficulté à présenter des lois saines qui soient faites pour des citoyens libres, et qu'elle offre plutôt aux agriculteurs comme aux autres les seuls carcans de l'industrie et les instabilités de l'économie libérale.

Et ce qui est plus grave, c'est qu'elle n'offre plus aux cultivateurs les cadres corporatifs promoteurs de responsabilités et d'initiatives, mais les seuls cadres syndicaux plus faciles, hélas, à dominer et à matraquer, parce qu'ils sont invariablement les contestataires d'un ordre qu'ils n'ont pas contribué à établir.

On se souvient de ce qui s'est passé l'automne dernier. J'ai en main des photocopies d'articles de journaux montrant des cultivateurs en train de tuer les animaux et les pendre le long de la route nationale. J'ai constaté cela moi-même. On tuait les bestiaux par centaines! Ils suivent un peu l'exemple de ce qui s'est produit aux États-Unis. Est-ce que ce sont des situations normales? On se plaint, et cela est vrai, qu'un certain pourcentage de l'humanité crève de faim, et ici on enfouit dans le sol des centaines de bêtes, des veaux engraisés, des veaux prêts à être utilisés pour la consommation. Cela se passe ici au Canada, dans notre système d'endettement, qu'on ne veut pas changer. On en subira certainement les conséquences, parce qu'inévitablement cela ne peut pas nous conduire à une société juste. Je le répète, on n'établit pas une société juste en s'endettant.

Dans les circonstances actuelles, comme je le mentionnais au tout début, et dans un système aussi bête, il faut bien essayer de trouver des moyens qui peuvent permettre à des cultivateurs, des jeunes, des aspirants à l'agriculture—et je sais qu'il y en a—d'obtenir les dollars qu'il faut pour acquérir une propriété, l'agrandir, l'endetter si l'on veut. Tout le monde vit endetté dans notre système de fou. Ce n'est pas la solution.

Dans un système aussi bête, il faut parfois appuyer certaines mesures législatives qui peuvent apporter toutefois un peu d'aide, un peu de soulagement temporaire. Ce ne sont pas des solutions. Est-ce qu'il y a quelqu'un qui peut raisonner comme cela? Mon problème est solutionné parce que je me suis endetté. Voyons! Quand on est mal pris et qu'un prêt fait notre affaire, cela peut aller, mais est-ce que c'est une solution au problème?

Je termine ici mes remarques, car je crois avoir fait les commentaires que je voulais faire cet après-midi en ce qui a trait à ce projet de loi. Je souligne au ministre, en passant, qu'il peut apporter toutes les modifications nécessaires au projet de loi pour l'améliorer, pour éviter surtout

Crédit agricole—Loi

la fameuse bureaucratie, et éviter toute cette paperasse terrible. Il devrait améliorer le projet de loi de façon que le cultivateur, qui a besoin d'un prêt, puisse l'obtenir, et pour que le jeune qui veut s'installer ne soit pas obligé d'attendre des mois et de remplir des formalités. Cela n'en finit plus avant d'obtenir un prêt!

Je souhaite que les formalités soient assouplies, et que ce projet de loi que j'approuverai, même si je suis contre l'endettement, soit assez souple pour convenir au plus grand nombre possible de cultivateurs canadiens.

● (1510)

[Traduction]

M. C. Douglas (Bruce): Monsieur l'Orateur, c'est avec beaucoup de plaisir et d'espoir pour l'avenir des jeunes agriculteurs et de l'agriculture que je prends part à ce débat. J'appuie certainement de tout cœur le ministre de l'Agriculture (M. Whelan) qui a présenté ce bill modifiant la loi sur le crédit agricole afin que les agriculteurs et surtout les jeunes agriculteurs du pays puissent bénéficier de prêts hypothécaires à long terme. Il importe de donner à ces jeunes gens la possibilité de se lancer en agriculture et, en fait, nous devons essayer de les détourner d'autres domaines d'activité où ils auraient pu décider de travailler.

Que ce soit dans la presse ou dans notre harsard, les propos tenus à la Chambre au sujet de la compétence exceptionnelle du ministre de l'Agriculture actuel remplissent des pages et des pages...

M. Gillies: Il les tenait généralement lui-même.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): C'était surtout lui en effet.

M. Epp: Seulement lui.

M. Douglas (Bruce): Bien sûr, on a également tenu quelques propos contraires, mais ils ont paru faibles et insipides à côté des mesures proposées par le ministre et mises en vigueur par le gouvernement. Si on laisse tomber les questions de politique, monsieur l'Orateur, je crois fermement que la véritable valeur d'un homme se mesure par ses réalisations. Si le ministre continue à présenter des projets de loi comme celui que nous étudions aujourd'hui et la loi sur la stabilisation agricole qui visent à remédier à de graves problèmes dans le domaine de l'agriculture, l'avenir de cette industrie et l'avenir de notre pays est entre bonnes mains.

Il faut se rendre compte, monsieur l'Orateur, que l'avenir de notre pays dépend de la stabilité des gens qui travaillent dans l'agriculture. On pourra parler tant qu'on voudra de nos besoins en pétrole et des problèmes de cette industrie, des gens qui construisent les voitures ou qui font marcher les trains, si nous n'avons pas d'industrie agricole stable, le reste ne compte pas beaucoup.

Les Canadiens et en réalité beaucoup de gens dans le monde entier pourraient se passer de nombreuses choses qu'on considère maintenant comme des nécessités. Nous n'avons pas tous besoin d'une voiture ni de deux téléviseurs—mais nous devons tous manger. Je crois que la meilleure contribution que le Canada peut apporter au monde est d'assurer la stabilité de son agriculture. C'est une industrie qui devrait pouvoir répondre aux besoins mondiaux en produits alimentaires.

● (1520)

On s'interroge sur les causes des guerres. Nous avons vu ce qui a déclenché les guerres par le passé. Essentielle-